



Commission de révision de l'évaluation foncière

Rapport annuel 2005-2006

Pour joindre la Commission :

Commission de révision de l'évaluation foncière
655, rue Bay, bureau 1200
Toronto (Ontario) ON M5G 2K4

Téléphone : 416 314-6900
Numéro sans frais : 1 800 263-3237
Télécopieur : 416 314-3717
Numéro sans frais : 1 877 849-2066

Courriel : assessment.review.board@jus.gov.on.ca
Site Web : www.arb.gov.on.ca

Des exemplaires du présent rapport annuel et d'autres publications de la Commission peuvent être obtenus auprès de la Commission. Pour une version électronique du document, consultez le site Web de la Commission de révision de l'évaluation foncière à www.arb.gov.on.ca.

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2006

ISBN 1-4249-2294-1
ISSN 1499-8297

TABLE DES MATIÈRES

<u>Message du président</u>	3
-----------------------------	---

Section I : Présentation générale de la Commission de révision de l'évaluation foncière

<u>Aperçu du système d'évaluation foncière</u>	4
<u>Mandat de la Commission</u>	4
<u>Historique et compétence</u>	5
<u>Changements législatifs – Règlements</u>	5
<u>Nouvelles règles de pratique et procédure</u>	7

Section II : Activités en 2005-2006

<u>Charge de travail en 2005-2006</u>	7
<u>Performance</u>	8
<u>Procédures préparatoires à l'audience</u>	8
<u>Téléconférences</u>	8
<u>Site Web et prestation électronique des services (PES)</u>	8
<u>Diffusion de l'information et communications</u>	9
<u>Formation des membres</u>	10

Section III : Sommaire financier

<u>Dépenses</u>	10
<u>Recettes</u>	10

Section IV : Membres de la CRÉF en 2005-2006

<u>Président et vice-présidents</u>	11
<u>Membres de la CRÉF</u>	11

Assessment Review Board	Commission de révision de l'évaluation foncière
655 Bay Street, Suite 1200	655, rue Bay, suite 1200
Toronto, ON M5G 2K4	Toronto, ON M5G 2K4
Tel (416) 314-6900	Tél (416) 314-6900
Fax (416) 314-3717	Télé (416) 314-3717
www.arb.gov.on.ca	www.arb.gov.on.ca



Message du président

J'ai le plaisir de présenter le rapport annuel de la Commission de révision de l'évaluation foncière (CRÉF) pour l'exercice 2005-2006.

La CRÉF a prolongé le délai de dépôt des plaintes sur l'évaluation foncière de 2006 au 30 juin 2006. Ce rapport couvre les évaluations de l'exercice financier, qui s'étend du 1er avril 2005 au 31 mars 2006. Durant cette période, la Commission a traité plus de 40 000 plaintes réputées pour 2005 et plus de 40 000 nouvelles plaintes pour l'année d'imposition 2006.

Des améliorations au formulaire de plainte sur l'évaluation foncière annuelle et à la stratégie d'enregistrement des plaintes de la Commission ont contribué à la réduction du nombre de plaintes incorrectes ou incomplètes. Le site Web de la CRÉF est une source importante de renseignements pour le public; il offre aussi aux contribuables la possibilité de déposer une plainte en ligne.

Cette année, la CRÉF a accueilli 11 nouveaux membres. Des programmes améliorés de formation et de mentorat leur ont été offerts afin de faciliter leur participation aux audiences de la Commission. Des séances de formation régionales ont aussi été organisées pour tous les membres actifs.

La CRÉF poursuit ses efforts de rationalisation et d'amélioration de ses méthodes et procédures. Le nouveau formulaire d'appel en vertu de la *Loi sur les municipalités* a été encore modifié afin de mieux l'adapter aux besoins des appelants.

En tant que tribunal administratif chargé de traiter les plaintes des Ontariennes et des Ontariens sur l'évaluation de leurs biens immobiliers, la CRÉF s'est engagée à offrir l'accès à une justice naturelle de façon équitable, ouverte et efficiente.

Le président,

Richard Stephenson

Section I: VUE D'ENSEMBLE DE LA COMMISSION DE RÉVISION DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE

Aperçu du système d'évaluation foncière



Le diagramme ci-dessus illustre les principaux intervenants dans le système d'évaluation foncière en Ontario. Le gouvernement provincial, par le biais du ministère des Finances, établit les lois concernant l'évaluation foncière. Les municipalités ont la responsabilité d'énoncer les taux d'imposition et de percevoir les impôts fonciers. La Société d'évaluation foncière des municipalités (SÉFM) évalue et classe tous les biens-fonds en Ontario. En cas de litige entre un propriétaire foncier et la SÉFM, le propriétaire peut déposer une plainte auprès de la Commission de révision de l'évaluation foncière (CRÉF).

Mandat de la Commission

La Commission de révision de l'évaluation foncière (CRÉF) est un tribunal administratif indépendant, créé en vertu de la législation de la province de l'Ontario, qui entend des plaintes au sujet de l'évaluation foncière et des classifications des biens-fonds. Dans un environnement semblable à celui d'un tribunal judiciaire, la CRÉF entend ces plaintes et rend une décision fondée sur les lois et les preuves produites à l'audience.

La Commission, dont les fonctions relèvent de diverses lois, entend aussi des plaintes relatives à d'autres questions, comme la désignation du soutien scolaire et certains appels en vertu de la *Loi sur les municipalités*.

La responsabilité principale de la Commission est de veiller à ce que les biens immobiliers soient évalués conformément aux dispositions de la *Loi sur l'évaluation foncière*. Elle tient des audiences dans toute la province, généralement dans la municipalité où se trouve le bien-fonds concerné. Par le biais du processus d'audience, les plaignants ou leurs représentants ont l'occasion de présenter leurs arguments devant la Commission.

Au même titre que d'autres organismes de réglementation et d'arbitrage, la CRÉF fait partie du noyau du secteur de la justice administrative en Ontario. Ces organismes de base constituent un moyen d'administrer la justice qui est moins coûteux, moins complexe et moins impersonnel que les tribunaux.

Ces organismes et leurs membres font partie intégrante de l'infrastructure sociale et juridique de l'Ontario. Ils possèdent une connaissance approfondie des lois et des questions qui relèvent de leur domaine d'expertise.

Historique et compétence

L'évaluation des biens immobiliers est pratiquée depuis 1793 dans le territoire qui constitue aujourd'hui l'Ontario. En 1970, la province a pris à son compte la fonction d'évaluation qui relevait auparavant des municipalités, et le tribunal de révision de l'évaluation (TRE) a remplacé les tribunaux de révision. Le TRE porte le nom de Commission de révision de l'évaluation foncière (CRÉF) depuis 1983.

À la suite de la promulgation de la *Loi de 1997 sur le financement équitable des municipalités*, la CRÉF est devenue le seul tribunal d'arbitrage pour les plaintes relatives à l'évaluation foncière. Cette loi a permis de réduire les doubles emplois et de faire de la CRÉF le dernier recours dans le domaine pour quiconque voulait défendre en appel le bien-fondé de sa plainte. Avant 1998, les décisions de la CRÉF pouvaient faire l'objet d'un appel devant la Commission des affaires municipales de l'Ontario (CAMO).

En 1998, une modification apportée à la *Loi sur la Commission de révision de l'évaluation foncière* a autorisé la CRÉF à rejeter les plaintes frivoles. Les décisions rendues par la Commission sont définitives et exécutoires, et ne peuvent faire l'objet d'un appel que devant la Cour divisionnaire sur des questions de droit, lorsque la cour autorise à interjeter appel. La Commission peut aussi exercer son pouvoir de réexaminer ses propres décisions.

La compétence et le pouvoir de la Commission sont précisés dans la *Loi sur la Commission de révision de l'évaluation foncière*, la *Loi sur l'évaluation foncière*, la *Loi de 2001 sur les municipalités*, la *Loi sur l'éducation* et la *Loi sur l'exercice des compétences légales*.

Changements législatifs – Règlements

I. Nouvelle catégorie de biens : les condominiums dans un lieu de villégiature

Le 17 mai 2005, un règlement (Règlement de l'Ontario 211/05) a été déposé afin de créer et définir une nouvelle catégorie de biens pour les condominiums qui remplissent les cinq critères suivants :

- 1) être un condominium;
- 2) constituer un logement meublé indépendant, offrant un hébergement temporaire, moyennant des droits ou un montant perçus pour des périodes minimales de moins de 30 jours;
- 3) être situé dans une municipalité comptant au plus 10 000 habitants;
- 4) être situé dans un lieu de villégiature qui est ouvert toute l'année et qui contient un complexe de ski alpin et un terrain de golf de 18 trous, ou qui est adjacent à cette installation;
- 5) les propriétaires des condominiums sont tenus, en vertu d'une loi spéciale, d'être membres d'une association à but non lucratif qui a compétence pour adopter des règlements municipaux contrôlant l'utilisation du terrain.

Les municipalités de paliers supérieur et inférieur peuvent adopter la catégorie des condominiums dans un lieu de villégiature et les taux de l'impôt foncier sur les habitations s'appliqueront aux fins de la taxe pour l'éducation. Aux fins des impôts municipaux, les municipalités ont l'option d'appliquer les taux de l'impôt foncier.

Si la catégorie n'est pas adoptée, les biens-fonds demeureront dans la catégorie des biens commerciaux.

Il existe également des règlements corollaires pris en application de la *Loi de 2001 sur les municipalités* (Règlement de l'Ontario 210/05, Règlement de l'Ontario 212/05 et Règlement de l'Ontario 214/05) et de *Loi sur l'éducation* (Règlement de l'Ontario 213/05) pour la nouvelle catégorie des condominiums dans un lieu de villégiature.

II. Généralités

a) Le Règlement de l'Ontario 307/05 a été déposé le 13 juin 2005. Il vise la suppression des renvois au « partenaire de même sexe » aux articles 8 et 28 du Règlement de l'Ontario 282/98, afin de refléter la définition élargie de conjoint figurant dans la partie III de la *Loi sur le droit de la famille*.

b) Le Règlement de l'Ontario 365/05 a été déposé le 21 juin 2005. Il vise l'inclusion du 268, rue Merton, à Toronto, dans la nouvelle catégorie d'immeubles à logements multiples pour l'année d'imposition 2005, si le bien était classé autrement dans la catégorie d'immeubles à logements multiples.

c) Le Règlement de l'Ontario 371/05 a été déposé le 22 juin 2005. Il vise la partie VIII du Règlement de l'Ontario 282/98 et la réévaluation des pipelines pour des années précisées.

III. Établissements vinicoles

Le 7 octobre 2005, le Règlement de l'Ontario 536/05 a été déposé. Il vise les activités des établissements vinicoles pour l'année 2004 et les années d'imposition subséquentes. L'objet de ce règlement était de clarifier la formulation des dispositions du Règlement de l'Ontario 282/98 concernant le traitement de certains bâtiments et des biens connexes sur des biens-fonds agricoles, dont des établissements vinicoles.

IV. Forêts aménagées

Le 13 décembre 2005, le Règlement de l'Ontario 656/05 a été déposé. Il vise l'évaluation des forêts aménagées pour l'année 2006 et les années d'imposition subséquentes. Les valeurs d'évaluation des forêts aménagées seront semblables aux valeurs évaluées des lots boisés sur des établissements agricoles dans la même région.

Le projet de loi portant sur le budget déposé au printemps 2005 (projet de loi 197) contenait des dispositions permettant l'application de nouvelles méthodologies d'évaluation pour les forêts aménagées. Le projet de loi 197 a reçu la sanction royale le 12 décembre 2005. Il est entré en vigueur le jour de la sanction royale. L'annexe A du projet de loi 197 contenait des modifications à la *Loi sur l'évaluation* concernant les forêts aménagées.

Un nouveau paragraphe 19 (5.2.1) autorise le ministre des Finances à prendre des règlements (voir ci-dessus) à condition que la valeur actuelle des biens-fonds de la catégorie des forêts aménagées soit calculée conformément aux règlements. Après l'entrée en vigueur du nouveau paragraphe, il a fallu apporter des modifications à d'autres dispositions de la *Loi sur l'évaluation foncière*.

V. Prorogation du délai de dépôt des appels en matière d'évaluation foncière pour 2006

Le 29 mars 2006, le ministre des Finances a déposé une loi visant à modifier l'article 40 de la *Loi sur l'évaluation foncière*, afin de proroger le délai de dépôt des appels concernant des plaintes en matière d'évaluation foncière pour l'année d'imposition 2006, du 31 mars au 30 juin 2006 (trois mois). Le projet de loi 85, la *Loi portant prorogation du délai d'appel*, a reçu la sanction royale le 31 mars 2006. La loi est entrée en vigueur à cette date.

Nouvelles Règles de pratique et procédure

Aucun changement n'a été apporté aux Règles pendant l'exercice financier visé.

SECTION II : ACTIVITÉS EN 2005-2006

Charge de travail en 2005-2006

Au début de l'exercice financier 2005-2006, la CRÉF avait un total de 80 300 dossiers de plainte. Durant cet exercice, elle a reçu environ 82 000 plaintes. Ce chiffre comprend les plaintes réputées déposées le 1er avril 2005 pour l'année d'imposition 2005, et les plaintes déposées avant le 31 mars 2006 pour l'année d'imposition 2006. À la fin de l'exercice fiscal, plus de 64 000 plaintes avaient été réglées. Le gros des dossiers non réglés à la fin de l'exercice financier portait principalement sur des biens complexes, non-résidentiels, déposés les années précédentes, et des nouvelles plaintes pour l'année d'imposition 2006 reçues en mars.

Les dossiers complexes exigent parfois plusieurs audiences pour préciser les points en litige, et les parties ont souvent besoin de plus de temps pour recueillir les éléments de preuve et préparer leurs témoignages. Le règlement de ces dossiers peut donc se prolonger au-delà d'un exercice financier.

Tableau 1 : Dossiers de 2003-2004 à 2005-2006

		2003-2004	2004-2005	2005-2006
Nombre de dossiers en instance à l'ouverture		93 800	126 600	80 300
*Nombre de dossiers reçus	+	80 200	12 700	82 000
Nombre total de dossiers pour l'exercice	=	174 000	139 300	162 300
Nombre de dossiers résolus	-	47 400	59 000	64 200
Nombre restant en fin d'exercice	=	126 600	80 300	98 100

Remarque : L'année d'imposition municipale débute le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre. La date d'échéance pour le dépôt de plaintes relatives à l'évaluation annuelle est généralement le 31 mars de l'année de référence, ce qui correspond à la fin de l'exercice financier de la province. Pour l'année d'imposition 2006, le délai de dépôt des plaintes a été prorogé au 31 juin 2006. Toutefois les chiffres figurant dans le tableau ci-dessus correspondent à l'exercice financier provincial, allant du 1er avril 2005 au 31 mars 2006.

* Les « **dossiers reçus** » comprennent tous les types de plaintes et d'appels traités par la Commission, y compris les plaintes sur les évaluations annuelles, sur les évaluations supplémentaires ou omises, ainsi que les appels en vertu de la Loi sur les municipalités.

Performance

La CRÉF entend toutes les plaintes relatives à l'évaluation foncière en Ontario. En règle générale, les plaintes sur des biens résidentiels peuvent être dirigées directement vers la voie d'une audience complète, ce qui permet de les régler plus rapidement que bon nombre de plaintes portant sur des biens non-résidentiels, nécessitant souvent plusieurs audiences.

La CRÉF s'efforce de résoudre les plaintes portant sur des biens résidentiels dans l'année qui suit leur dépôt. Au cours de l'exercice 2005-2006, 86 pour cent des plaintes résidentielles ont été réglées en l'espace d'un an.

La CRÉF est déterminée à rendre ses décisions rapidement. Au cours de l'exercice 2005-2006,

- 85 pour cent des décisions ont été rendues dans les 90 jours qui ont suivi l'audience;
- 98 pour cent des décisions ont été rendues dans les 120 jours qui ont suivi l'audience.

Procédures préparatoires à l'audience

De nombreuses plaintes portant sur des biens autres que résidentiels sont complexes et exigent des audiences très longues, souvent présidées par un comité d'audition de plusieurs membres.

Ces plaintes font l'objet d'une sélection basée sur certains critères, comme la classification, la dimension et la valeur imposable des biens en question, et peuvent faire l'objet d'un processus préparatoire à l'audience. Durant ce processus préparatoire, la Commission travaille avec les parties à l'établissement d'un calendrier et peut rendre des ordonnances de procédure précisant les détails relatifs à l'échange d'information et au dépôt préliminaire des documents requis. Ces étapes préparatoires à l'audience peuvent accélérer le processus d'audience et donnent aux parties l'occasion de parvenir à une entente avant la tenue d'une audience.

Téléconférences

Il peut être parfois difficile et long de coordonner une audience lorsque les parties doivent traverser la province pour assister à l'audience. Dans ces cas, la Commission peut utiliser une conférence par téléphone ou « audience électronique ». En 2005-2006, la Commission a tenu plus de 2 250 téléconférences. La téléconférence est souvent un moyen pratique de faire le point sur l'avancement d'un dossier et de décider des étapes suivantes pour parvenir à une ordonnance relative à la procédure ou sur consentement, à la résolution de questions contentieuses et parfois même au règlement des plaintes. Ce service permet aussi d'économiser du temps et de l'argent en réduisant les déplacements de tous les intéressés.

Site Web et prestation électronique des services (PES)

Le site Web de la Commission, www.arb.gov.on.ca, est une source importante de renseignements et de services pour le public.

En 2005-2006, la Commission a amélioré ses services électroniques afin de renforcer encore leur efficacité. Tout au long de l'année, le site Web de la Commission, de même que les services E-Status et E-File, ont été mis à jour et améliorés, en mettant l'accent sur la convivialité et la facilité de lecture.

Outre de contenir des informations à l'attention du public, le site Web offre trois services principaux :

E-File

Le service « E-File » permet au public de déposer des plaintes concernant l'évaluation foncière annuelle par le biais du site Web de la CRÉF. Toute l'information requise et les droits de dépôt sont recueillis et vérifiés électroniquement en ligne. Les plaintes ainsi déposées sont enregistrées immédiatement dans le système CRÉFSI de gestion électronique des dossiers. Les plaintes déposées électroniquement ne nécessitent aucune saisie manuelle des données, ce qui réduit le temps de traitement. Durant la période de dépôt des plaintes de 2006, la Commission a reçu plus de 23 000 plaintes déposées par le biais de « E-File » avant le délai du 31 mars.

E-Status

Le service « E-Status » permet aux intéressés de se renseigner sur l'état d'avancement des dossiers de plaintes qu'ils ont déposés en visitant le site Web de la Commission et en entrant les 19 chiffres du rôle correspondant au bien en question. Sous la rubrique « E-Status », le site Web affiche des renseignements sur les plaintes, les audiences (une fois la date fixée) et les décisions (une fois rendues). En 2005-2006, ce service électronique a enregistré de 2 000 à 3 000 demandes de renseignements par mois.

Pour donner suite aux suggestions d'utilisateurs, E-Status affiche maintenant le numéro de la plus récente ordonnance rendue par la Commission concernant une plainte, ainsi que l'heure du début de l'audience pour les téléconférences.

E-Calendrier

E-calendrier permet aux plaignants, à leurs représentants et à toute autre personne intéressée d'obtenir des renseignements à jour sur les audiences de la CRÉF à travers Ontario. On peut obtenir les renseignements sur les audiences en effectuant une recherche à partir du lieu d'un bien immobilier ou du lieu de l'audience.

Diffusion de l'information et communications

La Commission s'efforce de communiquer efficacement et en temps utile avec le public et avec les divers intervenants. Afin d'améliorer ses communications, la Commission a entrepris divers projets, notamment :

- Révision du contenu et de la forme des brochures *Dépôt d'une plainte et Préparation à une audience*. Ces brochures sont disponibles sur le site Web de la Commission en format téléchargeable.
- Amélioration des messages enregistrés afin de fournir aux personnes intéressées un plus grand choix d'options leur permettant d'obtenir rapidement et facilement les renseignements. Les messages diffusés en dehors des heures de bureau ont également été mis à jour pour inclure davantage de renseignements sur la Commission et sur la procédure de dépôt de plaintes et d'audience.
- Utilisation accrue du courriel pour correspondre avec les plaignants. La Commission a ainsi répondu à plus de 2 500 courriels. Les plaignants ont utilisé ce moyen de communication pour informer la Commission de diverses questions, dont les changements d'adresse, les retraits et les demandes de motifs par écrit.
- Révision des formulaires de plainte et des instructions afin de tenir compte des suggestions du public, du personnel et des arbitres.

Formation des membres

La formation continue de ses membres fait toujours partie des priorités de la Commission. Les nouveaux membres bénéficient d'une séance d'initiation à l'interne, d'une formation pratique en cours d'audience guidée par des membres plus chevronnés, ainsi que de cours spécialisés portant sur les questions auxquelles les membres sont confrontés lors des divers types d'audience de la Commission. Des séances de formation régionales sont aussi organisées à l'occasion pour tous les membres actifs. En outre, on encourage tous les membres à participer à des cours offerts par la la Société ontarienne des arbitres et des régisseurs (SOAR) .

SECTION III : SOMMAIRE FINANCIER

Dépenses

Tableau 2 : Dépenses de 2003-2004 à 2005-2006

POSTE	2003-2004 (\$)	2004-2005 (\$)	2005-2006 (\$)
Salaires et traitements	4 306 190	4 037 987	4 346 465
Avantages sociaux des employés	537 499	559 998	646 618
Transports et communications	1 034 130	841 948	793 523
Services	2 075 266	1 756 273	1 373 306
Fournitures et matériel	259 390	309 816	299 649
Paiements de transfert	NÉANT	NÉANT	NÉANT
TOTAL	8 212 475	7 506 022	7 459 561

Revenu

Conformément à la *Loi sur la Commission de révision de l'évaluation foncière* et à un règlement pris en application de la *Loi d'interprétation*, les plaintes et les appels doivent être accompagnés des droits de dépôt prescrits. Ces droits, qui varient selon la catégorie de biens, sont perçus par la CRÉF et immédiatement transférés au ministère des Finances.

Tableau 3 : Revenus de la CRÉF de 2003-2004 à 2005-2006

EXERCICE	REVENUS (\$)
2003-2004	5 411 807
2004-2005	1 184 636
2005-2006	2 484 565

SECTION IV : MEMBRES DE LA CRÉF EN 2005-2006

Président	Date de nomination
STEPHENSON, Richard F. Président	7 avril 1993 21 mai 2004

Vice-présidents

BUTTERWORTH, Robert	19 novembre 1997
CAMPBELL, Susan	27 mai 1998
MATHER, Susan	19 novembre 1997
SEARBORN, Jan	23 mars 1998

Membres

Voici une liste des membres à temps partiel de la CRÉF durant l'exercice 2005-2006.

Membre	Nomination initiale à la CRÉF
---------------	--------------------------------------

ANDREWS, Peter	18 mai 2005
BACHLY, David	26 novembre 1970
BELANGER, Mignonne	11 janvier 1984
BIRNIE, Ian	15 juin 1999
BIRTCH, Tom	15 octobre 1970
BROWN, Douglas C.	20 juin 2000
BROWNLIE, John D.	27 mai 1998
BRYANT, Lance R.	30 décembre 1999
CALDWELL, John S.A.	31 mars 2000
CARPENETO, James J.	17 mai 1999
CASE, Jeanette V.	17 mai 1999
CASTEL, André	19 novembre 1997
COBURN, Brian	30 septembre 2004
COWAN, Bernard A.	19 décembre 1997
CROSSLAND, Ernest	21 juin 2000
CUPIDO, Charles	1er octobre 1980
DATE, Dennis J.	27 mai 1998
DOWLING, Thomas	17 novembre 1970
DRIESEL, Sandra	16 mars 2000
EMERSON, Judi	30 juin 2000
GELMAN Stanley	25 juin 2003
GRANDMAITRE, Bernard	8 octobre 1997
GRIFFITH, E.J.W.	12 novembre 1970
GRIFFITH, Jennifer	17 septembre 2004
HETTMANN, Alexander S.	17 mai 1999
HOPE, Ying	30 juin 2000
HUNTER, Robert	21 mai 2003
INGLIS, Vern	27 mai 1998
JUSTIN, Edith	17 novembre 1970
KANUCK, Nalin Dr.	7 mai 2003
KOWARSKY, Barbara	18 mai 2005

Membre**Nomination initiale à la
CRÉF**

KELLY, Jim Sr.	17 mai 1999
LAFLAMME, Jacques	25 août 2004
LANGDON, Patrick	28 mai 2003
LAWS, Joanne	10 février 2006
LECH, Ted	29 octobre 1970
LEVASSEUR, Romeo	18 mai 2005
MACKAY, Ann	25 août 2004
MCLEAN, Allan	8 octobre 1999
MICHIE, Harry	15 octobre 1970
MIDDLEBRO', John H.E.	17 mai 1999
MILNE, John E.	31 mars 2000
MINNIE, Garry	1er mars 2006
MITCHELL, Doug	30 décembre 1999
MORIN, Gilles	30 septembre 2004
NALEZINSKI, Les	1er mars 2006
NAPPER, William (Bill)	31 mars 2000
OLIVEIRA, Evangelista (Ivan)	17 mai 1999
PLUMSTEAD, Nicoll	18 mai 2005
RADE, Bernice M.	25 août 2004
ROBERTSON, Luanne H.	30 juin 2000
ROHRER, Michael C.	21 juillet 2000
ROLLAND, Charles L.	31 mars 2000
ROMAS, George	25 août 2004
SAPONARA, Fausto	18 mai 2005
SCHERER, Paul J.	17 mai 1999
SIGSWORTH, Oscar	1er octobre 1970
SMITH, Barry A.	26 novembre 1970
STILLMAN, Paul M.	26 mars 1975
STONE, Carl A.	1er octobre 1970
SUTTON, William (Bill)	17 septembre 2004
TCHEGUS, Robert	10 février 2006
TENNANT, Bryan R.	31 mars 2000
TERSIGNI, Joe	30 mai 2001
THOMPSON, Edmund (Ted)	17 mai 1999
WHITNALL, Raymond A.	17 mai 1999
WITTY, James	7 mai 2003
WYGER, Joseph M.	27 mai 1998
YOUNG, Ronald R.	27 mai 1998